



L'ÉDUCATION ET LA SCOLARISATION

1 L'école en France

A | Une ambition pour tous

Depuis les lois Jules Ferry (1881-1882) sur l'école primaire, en France, l'instruction est obligatoire et **l'école est gratuite et laïque**. Aujourd'hui, l'instruction est obligatoire de 6 à 16 ans et en 2017, 12,8 millions d'enfants fréquentaient l'école chaque jour.

La généralisation de l'enseignement à tous a conduit à ce que la **proportion de bacheliers** sur une génération soit passée de 3 % en 1945, à 25 % en 1975, pour atteindre 78,8 % en 2016.

B | Une image qui se dégrade

Néanmoins, cette réussite cache des situations contrastées. Selon les derniers résultats de l'enquête **Pisa** (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), dirigée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiés fin 2016, la France bat des **records d'injustice** et son système éducatif serait particulièrement **élitiste et inégalitaire**. Aujourd'hui encore, l'école française ne réussit pas à compenser les inégalités sociales et à réduire les écarts entre les bons élèves et ceux en difficulté.

C | Un système éducatif qui évolue

Avant 1945, il existait deux filières : l'école primaire et primaire supérieure qui menait au certificat d'étude et le lycée qui menait au baccalauréat. Entre 1945 et 1970, les deux systèmes fusionnent et donnent naissance au **collège unique** pour les élèves en 1975 (**loi Haby**).

En 1959, la **loi Debré** définit les rapports entre l'**État et les écoles privées**. Leurs enseignants sont rémunérés par l'État à condition d'enseigner le même programme scolaire que dans le public (écoles dites sous contrat).

En 1971, la scolarité obligatoire passe à 16 ans en application de la réforme Berthoin passée 12 ans plus tôt. Avec **Mai 1968**, la **mixité** s'installe peu à peu dans les écoles et devient obligatoire en 1975.

Plus récemment, l'Éducation nationale a connu d'autres réformes comme la rénovation de la voie professionnelle (bacs pro en 3 ans et suppression des BEP, 2008), la réforme du lycée (2010), la réforme des rythmes scolaires (retour à 4,5 jours) et la réforme du collège qui est entrée en vigueur en septembre 2016, réforme du lycée de 2017, réforme de l'orientation vers l'enseignement supérieur fin 2017 avec Parcours-sup (qui remplace APB) dont on ne peut pas encore évaluer l'efficacité.

2 Un investissement important avec des résultats contrastés

A | Le premier budget de la nation

Le ministère de l'Éducation nationale est le premier budget de la nation avec 50,6 milliards d'euros en 2018. L'ensemble des dépenses d'éducation en 2015 est de 148 milliards d'euros, soit 6,8 % du produit intérieur brut (dépenses du ministère et des collectivités territoriales).

C'est également le ministère qui emploie le plus grand nombre de fonctionnaires soit plus de **1 million de personnes**. Les 62 600 établissements scolaires accueillent 12,8 millions d'élèves en 2016.

B | Des écarts qui se creusent.

1 | Les résultats de l'enquête Pisa

Tous les 3 ans, l'étude Pisa fait le point sur les compétences en mathématiques, lecture et sciences des jeunes de 15 ans dans 65 pays. L'étude 2013, qui porte uniquement sur les mathématiques, met en évidence une **baisse des résultats de la France**. Si la part des élèves très performants est restée stable par rapport à 2003 (13 %), la proportion d'élèves en difficulté s'est, elle, envolée (22,4 % contre 16,6 % il y a 10 ans). Les résultats de l'étude 2015 sur les sciences, parus en décembre 2016, confirment la capacité de notre système scolaire à produire une élite, mais son incapacité à tirer vers le haut les élèves en difficulté.

Parmi les causes principales de ces mauvais résultats, on retient l'incapacité de l'école à compenser les **inégalités sociales**, des moyens inégalement répartis et un certain **conservatisme** des enseignants eux-mêmes.

2 | Le poids des inégalités sociales

Des statistiques confirment ces constats : l'accès à l'enseignement supérieur est très inégal selon l'origine sociale : si 86,8 % d'enfants d'enseignants ou 83 % d'enfants de cadres supérieurs y ont accès, c'est seulement le cas pour 42 % des enfants d'ouvriers et 29,3 % des enfants d'ouvriers non qualifiés.

C | Des moyens inégalement répartis

Le renforcement de la **fracture scolaire** devient particulièrement criant lorsque l'on observe la répartition géographique des moyens. À Paris, on consacre 9 300 euros par élève de lycée pour 80,8 % de réussite au bac alors que seuls 8,5 % des élèves de terminale sont issus de milieux défavorisés. À l'inverse, dans l'académie de Créteil, la part des élèves défavorisés en terminale est de 22,8 %. Celle-ci ne consacre que 6 300 euros par lycéen pour 60,3 % de réussite au bac. Ce ne sont, donc, pas ceux qui ont le plus besoin qui reçoivent plus.

3 Réformer l'école : une tâche difficile

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1968 ont entrepris de réformer l'Éducation nationale. Force est de constater que c'est une tâche difficile et qu'ils se sont souvent heurtés à de fortes oppositions, à la fois des enseignants, des parents ou des élèves. À l'inverse, ces multiples réformes n'ont pas permis d'engager un projet à long terme.

Par exemple, la loi de 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école prévoyait de mettre « en œuvre des priorités pour élever le niveau de formation des jeunes Français : **faire réussir tous les élèves**, redresser la situation de l'enseignement des langues, mieux **garantir l'égalité des chances** et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et l'emploi ». L'étude Pisa semble montrer qu'il y a encore beaucoup d'efforts à fournir...

4 Une réforme prometteuse ?

Avec le projet de « **refondation de l'école** », les pouvoirs publics semblent avoir pris la mesure du problème et décidé de s'attaquer en profondeur aux racines du problème. La dernière réforme des **rythmes scolaires** avec le retour à la semaine de

4,5 jours en est un des volets les plus visibles, tout comme le **rétablissement de la formation des enseignants**. Tout ceci semble aller dans le sens des recommandations Pisa, notamment : **investissement massif** dans le primaire pour que chaque élève maîtrise les compétences de base, **alternatives au redoublement** pour gérer autrement la difficulté, **développement de la formation professionnelle** continue des enseignants, **systèmes de tutorat** pour accompagner les jeunes enseignants et incitations pour attirer les enseignants expérimentés dans les établissements difficiles.

Avec la réforme du collège entrée en vigueur en septembre 2016, les élèves devraient être mieux accompagnés individuellement (avec, par exemple, 3 heures d'accompagnement individuel en 6^e). L'apprentissage de la deuxième langue commence dès la 5^e tout comme les enseignements pratiques interdisciplinaires.

L'arrivée d'un nouveau ministre de l'Éducation en 2017 a conduit à de nouvelles réformes et à un énième plan intitulé « pour l'école de la confiance ». Parmi les mesures emblématiques, on note : le retour à 4 jours d'école, les CP à 12 élèves dans les zones d'éducation prioritaire, le retour à l'apprentissage des savoirs fondamentaux à partir du CP, le développement des compétences langagières à la maternelle, la réforme du baccalauréat et de l'orientation dans les études supérieures.

Thèmes associés : l'illettrisme. L'échec scolaire. Les inégalités sociales. L'enquête Pisa. La pauvreté et l'exclusion.

Questions associées : les inégalités sociales, une source d'échec scolaire ?

Pour aller plus loin :

<http://www.education.gouv.fr/>

<http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/PISA-2012-results-overview-FR.pdf> (PISA 2012)

http://www.lemonde.fr/ecole-primaire-et-secondaire/article/2013/12/03/classement-pisa-la-france-championne-des-inegalites-scolaires_3524389_1473688.html

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0203161908213-mauvais-resultats-a-qui-la-faute-634070.php>

<http://educationdechiffree.blog.lemonde.fr/> blog d'Éric Charbonnier, expert éducation à l'OCDE

- multimedia.education.gouv.fr/2013_DP_rentree : la refondation de l'école